



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 25 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BOUYER LEROUX SA**

L'Etablère  
BP 5  
49280 La Séguinière

Références : RNT/2025-0090  
Code AIOT : 0006303646

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté L'Etablère BP 5 49280 La Séguinière. L'inspection a été annoncée le 21/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 portant sur les émissions de composés organiques volatils (COV). Les sujets d'actualité liés à des dépassements de valeurs limites en dioxines-furanes constatés en 2023 ainsi que concernant les émissions de CO2 (collecte de données 2024 dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission) sont également à l'ordre du jour de la visite.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOUYER LEROUX SA
- L'Etablère BP 5 49280 La Séguinière
- Code AIOT : 0006303646
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une importante briqueterie industrielle autorisée à produire jusqu'à 1200 t/j de produits en terres cuites (pour l'essentiel des briques). L'arrêté d'autorisation de l'établissement a été actualisé fin 2023 pour permettre la mise en place d'une chaudière fonctionnant aux combustibles solides de récupération (CSR) pour alimenter les séchoirs du site.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN24 Air COV

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Surveillance réglementaire des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Art. 58. III	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Qualité des combustibles solides de récupération pour la chaudière CSR	Arrêté Préfectoral du 17/11/2023, article Art. 3.8.4	Demande d'action corrective	30 jours
6	Déclaration annuelle des émissions (GEREP)	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Emissions canalisées - traitements et conditions de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/11/2023, article 3.3	Sans objet
2	Limitation des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Art. 4. - I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Respect des VLE - conformité aux rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998	Sans objet
7	Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE)	Règlement européen du 30/01/2024, article 1 et 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités majeures:

- les dépassements en dioxines-furanes n'ont plus été constatés en 2024
- les valeurs limites en COV sont respectées
- les documents relatifs au système d'échange de quotas d'émission ont été mis à jour postérieurement à la visite

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions canalisées - traitements et conditions de rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2023, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les poussières, polluants et odeurs sont, dans la mesure du possible, captées à la source. Les systèmes de captation sont conçus de manière à optimiser la collecte des polluants et favoriser leur évacuation, après traitement éventuel, par des cheminées permettant leur bonne dispersion.</p> <p>(voir également tableau des conditions de rejets article 3.3.2)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les émissions atmosphériques des installations sont captées et évacuées à l'atmosphère par des cheminées.</p> <p>Toutefois, aucun plan comportant la liste de ces émissaires n'est établi, ce qui peut être source de confusion pour les installations comportant plusieurs conduits (tunnels de séchage S2, S2 bis et S3), dont la dénomination droite/gauche qui se retrouve dans le rapport de mesures Bureau Veritas du 18 septembre 2024 est équivoque.</p> <p>Concernant le doublement des exutoires pour ces tunnels de séchage, l'exploitant l'explique par des questions d'aérodynamique (pour des raisons de taille du séchoir et de besoins de séchage « uniformes » des briques, il est nécessaire d'avoir deux extractions permettant de limiter les perturbations d'écoulement d'air).</p>

<p>Les installations U4 et S4 figurant à l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 17/11/2023 sont arrêtées depuis plusieurs années, et ne redémarreront pas (déconnectées du réseau gaz). Une mise à jour de l'arrêté sera faite lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>L'exploitant a indiqué préparer un porter à connaissance sur les modifications du site (réaffectation des bâtiments de la ligne 4 notamment).</p> <p>L'exploitant a détaillé lors de la visite le système de traitement mis en place sur la chaudière CSR : DÉNOx SNCR (urée), injection de charbon actif et bicarbonate de sodium, filtre à manche.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant d'établir un plan des points de rejet atmosphériques du site avec leur dénomination et localisation précise. Cette dénomination devra être reprise pour le suivi des mesures atmosphériques (réalisées en interne ou par un organisme externe).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Limitation des émissions diffuses

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Art. 4. - I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de terrain, il n'a pas été constaté de stockage de produits pulvérulents en plein air.</p> <p>Aucune accumulation notable de poussières n'a été constatée sur le site ou dans les bâtiments.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Surveillance réglementaire des rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Art. 58. III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois</p>

par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

#### **Constats :**

Lors de la visite, le dernier rapport de mesures par Bureau Veritas est présenté : rapport du 18/09/2024 relatif à des mesures effectuées du 21 au 24/05/2024.

Ce rapport comporte des mesures sur l'ensemble des installations mentionnées à l'article 3.3.2 de l'arrêté du 17/11/2023, hormis pour U4/S4 (arrêtées) et la chaudière CSR.

Pour cette dernière, l'exploitant indique que le « PV de réception » de l'installation est imminent, et présente les résultats des mesures réalisées depuis le démarrage de l'installation en avril 2024. La planification des mesures prévues est conforme à l'article 3.7 de l'arrêté sus-cité.

Concernant les mesures de dioxines-furanes sur les fours U2 et U3, des dépassements de valeurs limites avaient été constatées lors du précédent contrôle (juin 2023). Les résultats des mesures de mai 2024 sont conformes pour ce paramètre, inférieures à 0,1 ng-Iteq/Nm<sup>3</sup>.

A la suite de ce dépassement, l'exploitant s'est engagé à réaliser une surveillance semestrielle pour les dioxines-furanes. Lors de la visite, il précise que la prochaine campagne de mesures est prévue en novembre 2024.

Pour les tunnels de séchage disposant de deux exutoires (cf constat n°1), il a été demandé comment était planifié le choix de la voie pour la réalisation des mesures. L'exploitant n'a pu apporter d'éléments précis lors de la visite.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à BOUYER LEROUX de:**

- signaler à l'inspection tout dépassement de valeur limite d'émission lors des huit premières mesures (comportant les mesures de dioxines-furanes) pour la chaudière CSR
- de transmettre les résultats de la campagne de mesures de novembre 2024 relative aux dioxines-furanes pour les fours
- préciser la stratégie de mesurage pour les tunnels de séchage (comment est choisie la voie à mesurer: droite / gauche ?) et justifier de la représentativité des mesures conformément à l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral du 17/11/2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N° 4 : Respect des VLE - conformité aux rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Air

**Prescription contrôlée :**

[...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du pol-

<p>luant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p> <p>(voir également tableau article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17/11/2023)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'est pas constaté de dépassements de valeurs limite d'émissions pour les COV dans le rapport des mesures de mai 2024.</p> <p>Les rapports de mesure de COV (exprimés en carbone organique total) pour la chaudière CSR n'ont pas été consultés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de mesure en COV lors de la dernière campagne réalisée pour la chaudière CSR (mesures périodiques par un organisme extérieur)</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Qualité des combustibles solides de récupération pour la chaudière CSR**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2023, article Art. 3.8.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Analyse mensuelle CSR : Hg, Cl, Br, total des halogénés (brome, chlore, fluor et iode):  Les CSR ou la part du CSR composée de déchets lorsque le CSR ne comporte pas que du déchet ne dépassent pas les teneurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mercure (Hg) : 3 mg/kg de matière sèche ;</li> <li>• chlore (Cl) : 15 000 mg/kg de matière sèche ;</li> <li>• brome (Br) : 15 000 mg/kg de matière sèche ;</li> <li>• total des halogénés (brome, chlore, fluor et iode) : 20 000 mg/kg de matière sèche.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse mensuelle des CSR est mise en place, réalisée par SOCOR. Il n'a pas été constaté de dépassements aux valeurs limites de l'article 3.8.4 de l'arrêté du 17/11/2023, mais certains paramètres ne figurent pas dans les analyses : il manque le brome et le total des halogénés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'Inspection demande à BOUYER LEROUX de compléter les analyses de CSR en prenant en compte le brome et le total des halogénés.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 6 : Déclaration annuelle des émissions (GEREP)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les émissions de HCl déclarés en 2023 (5169 kg) ou en 2022 (11103 kg).  Ces données ne correspondent pas à celles consultées lors de la visite, dans le tableau de suivi interne des émissions de l'exploitant : 7625kg en 2023, pas de valeur en 2022, et 11103kg en 2020.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il est demandé à BOUYER LEROUX d'expliquer les différences constatées, de transmettre les valeurs à retenir pour 2022 et 2023, et d'être vigilant sur les émissions qui seront déclarées dans GEREP début 2025 (émissions de l'année 2024).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 7 : Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 30/01/2024, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, différents documents relatifs au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ont été passés en revue :  - fichier « NIM » de la « collecte de données 2024 »



- plan de surveillance des émissions
- plan méthodologique de surveillance

Concernant la collecte de données 2024, le bilan thermique sur la récupération de chaleur des fours U2/U3 vers les tunnels de séchage, qui a servi de base à l'ensemble des sites BOUYER LE-ROUX en France, a été détaillé. Le fichier NIM n'appelait pas de remarques de fond, cependant à l'issue de la visite, l'exploitant a décidé de modifier à la marge le dossier du site de la Séguinière (un forfait pertes de chaleur de 2 % pouvant ne pas s'appliquer à la récupération de chaleur, le nouveau fichier a été mis à jour en supprimant ce forfait pour cette partie)

Le plan de surveillance a été mis à jour postérieurement à la visite (version 10 transmise le 16 décembre 2024).

Le plan méthodologique de surveillance a été mis à jour postérieurement à la visite (version 8 transmise le 15 décembre 2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite